



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
16 juillet 2015
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2015

31 août-4 septembre 2015, New York

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

PNUD – Programmes de pays et questions connexes

**Descriptif de programme de pays pour la Serbie
(2016-2020)**

Additif

**Cadre de résultats et d'allocation des ressources
pour le Kosovo* (résolution 1244 (1999) du Conseil
de sécurité)**

* Les références au Kosovo s'entendent au sens de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.



Priorité du Kosovo (en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement, les objectifs de développement durable ou les autres objectifs de développement adoptés au niveau international) :

État de droit – La primauté du droit sera le principe directeur régissant les travaux des institutions du Kosovo.

Réalisation du plan commun de développement de l'Équipe des Nations Unies au Kosovo faisant intervenir le PNUD :

Réalisation 1.1 : Le système et les institutions garants de l'état de droit sont accessibles à tous et fonctionnent de manière plus efficace et effective.

Réalisation correspondante du plan stratégique (Plan stratégique 2014-2017) :

Réalisation 2 : Il est répondu aux attentes des citoyens en ce qui concerne la liberté d'expression, le développement, l'état de droit et le respect du principe de responsabilité, grâce à des systèmes de gouvernance démocratique plus solides.

Réalisation 1 :	Source des données	Produits ¹	Principaux partenaires	Ressources ordinaires : 150 000 dollars
Le système et les institutions garants de l'état de droit sont accessibles à tous et fonctionnent de manière plus efficace et effective.	Document stratégique du Ministère de la justice; rapport annuel de l'Institut judiciaire du Kosovo; rapport du Conseil judiciaire du Kosovo	1.1 Réduction de la perception de la corruption par le public Indicateur : Nombre d'estimations des risques ² planifiées/mises au point/adoptées en vue de réduire les risques de corruption spécifiques à chaque secteur Niveau de référence : 0/0/0 Niveau cible : 5/8/15	Ministère de la justice Agence pour l'aide juridictionnelle gratuite Commission de médiation	
1.1 Perception de la corruption	Rapport annuel de l'Institut judiciaire du Kosovo	Source des données/fréquence : Nombre d'estimations des risques mises au point et adoptées, rapports de projets. Sur une base annuelle	Conseil judiciaire du Kosovo	Autres ressources : 15 000 000 dollars
Niveau de référence : En 2014, le Kosovo était placé à la 110 ^e place dans l'indice de perception de la corruption. Niveau cible 2 : être placé 90 ^e d'ici à 2020	Bulletins de la Cour d'appel Rapport annuel du Conseil judiciaire du Kosovo; rapport annuel de l'Agence pour l'aide juridictionnelle gratuite; rapport annuel de la Commission de médiation	1.2 Amélioration de la planification et de la coordination en matière d'état de droit au Kosovo Indicateur : Mesure dans laquelle les institutions garantes de l'état de droit ³ disposent d'un cadre couvrant les politiques, les opérations et la coordination des donateurs Niveau de référence : Il existe plusieurs stratégies et groupes de travail interministériels qui opèrent indépendamment et la coordination des donateurs est insuffisante. Les stratégies actuelles ont obtenu la note de 2/5. Les groupes de travail interministériels ont également obtenu la note de 2/5. Niveau cible : Création d'un groupe sectoriel de coordination et mise au point de plans de travail stratégiques obtenant au moins la note de 3/5 ⁴	Conseil de la magistrature du Kosovo Agence de lutte contre la corruption Autres institutions garantes de l'état de droit au Kosovo Groupe de travail interministériel	
1.2 Nombre de dossiers en souffrance	<i>Journal officiel du Ministère de l'intérieur</i>			
Niveau de référence : 446 254 (2014)				

¹ Tous les indicateurs sont ventilés par sexe, âge, appartenance ethnique et municipalité et en fonction d'autres critères, selon qu'il convient et tel que stipulé dans les descriptifs de projet.

² Parmi les secteurs concernés citons : le secteur judiciaire, le secteur minier et les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'énergie. Aucune estimation des risques de corruption n'a été menée avant 2013 et les secteurs sélectionnés sont davantage sujets à la corruption.

³ Ministère de la justice, Conseil judiciaire du Kosovo, Conseil de la magistrature du Kosovo et Institut judiciaire du Kosovo.

Niveau cible : réduction de 5 % du nombre de dossiers en souffrance [2020]

1.3 Nombre de stratégies de sécurité fondées sur des données d'observation en cours d'exercice visant à réduire la violence armée ou à contrôler les armes de petit calibre

Niveau de référence : 0

Niveau cible : 5

Source des données/fréquence : Rapport annuel sur l'état de droit

1.3 Renforcement des capacités institutionnelles du personnel judiciaire et des acteurs juridiques en vue de faire respecter l'état de droit au Kosovo

Indicateur 1 : Pourcentage de candidats aux postes de juge et de procureur qui réussissent l'examen du barreau

Niveau de référence 1 : Pourcentage de candidats qui ont réussi l'examen du barreau en 2014 (47 % des femmes, 50 % des hommes)

Niveau cible 1 : Augmentation de 10 % du nombre de candidats qui réussissent l'examen du barreau (57 % des femmes, 60 % des hommes)

Indicateur 2 : Mesure dans laquelle les tribunaux du premier degré et les cours d'appel utilisent des pratiques juridiques cohérentes et harmonisées conformes à la nouvelle législation. La note actuelle est de 1/5.

Niveau de référence 2 : Les juges des tribunaux du premier degré et des cours d'appel n'interprètent pas de manière uniforme les normes et lois du droit pénal et civil, ce qui entraîne un manque d'efficacité – notée 3/5 – de la part des tribunaux.

Niveau cible 2 : Directives spécifiques harmonisant, clarifiant et uniformisant les pratiques judiciaires dans les tribunaux et les cours d'appel

Source des données/fréquence : Rapport annuel sur l'état de droit

1.4 Amélioration de l'accès à la justice et à l'offre de services de justice

Indicateur 1 : Nombre d'affaires renvoyées devant les services de médiations

Niveau de référence : 593 affaires gérées par les centres de médiation (période allant d'octobre 2014 à mars 2015)

⁴ Les critères de classement pour le secteur de l'état de droit (stratégies et politiques, groupes de travail, organes de coordination) comprennent : a) le nombre de stratégies existantes pour l'état de droit; b) l'harmonisation des stratégies institutionnelles avec la stratégie sectorielle d'état de droit conformément aux normes internationales; c) le fonctionnement du groupe de travail et de la coordination (basé sur la fréquence, la documentation, la gestion du programme, etc.); et d) le nombre de documents harmonisés. L'échelle de notation va de 1 à 5, 1 correspondant à « aucune trace d'harmonisation » et 5 correspondant à « complètement harmonisé ».

Niveau cible 1 : Augmentation de 10 % du nombre d'affaires renvoyées devant les centres de médiation par les juges et les procureurs⁵

Indicateur 2 : Pourcentage de médiateurs ayant au moins participé à un cours de perfectionnement et une formation avancée, ventilé par sexe

Niveau de référence 2 – Médiateurs de sexe masculin : 60 %

Niveau de référence 2 – Médiateurs de sexe féminin : 25 %

Niveau cible 2 – Médiateurs de sexe masculin : 65 %

Niveau cible 2 – Médiateurs de sexe féminin : 30 %

Source des données/fréquence : Rapport annuel de la Commission de médiation

1.5 Mise au point d'une législation sur les armes à feu et les explosifs conforme aux normes internationales (Organisation des Nations Unies, Union européenne (UE), Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe)

Indicateur : Nombre de lois sur les armes à feu et les explosifs élaborées de manière conforme aux normes internationales et approuvées par l'Assemblée du Kosovo

Niveau de référence : 2

Niveau cible : 5

Source des données/fréquence : Sur une base annuelle. Rapport annuel du Ministère de l'intérieur; publication par le *Journal officiel des lois approuvées*; rapport annuel du Projet d'atténuation des risques liés aux armes à feu et aux explosifs (FERM)

1.6 Amélioration de la gestion des risques liés aux armes légères et de petit calibre (ALPC) et aux explosifs au Kosovo

Indicateur 1 : Détermination du niveau de référence de l'étude de traçabilité sur les ALPC et les munitions

Niveau de référence 1 : 0

Niveau cible 1 : 1

Indicateur 2 : Détermination du niveau de référence pour mesurer le nombre d'ALPC

⁵ Gardant à l'esprit que les indicateurs et les niveaux cibles ne devraient pas mélanger nombres et pourcentages, le nombre d'affaires renvoyées devant les services de médiation dépend également du nombre d'affaires enregistrées auprès de la police et des tribunaux. Ce nombre n'est pas influencé par le projet, toutefois le nombre d'affaires renvoyées devant les services de médiation peut quant à lui être directement influencé.

Niveau de référence 2 : 0⁶

Niveau cible 2 : 1

Source des données/fréquence : Rapport annuel du Ministère de l'intérieur, rapport annuel du FERM

1.7 Réalisation du mandat du Groupe de travail interministériel chargé des questions relatives au passé et à la réconciliation⁷

Indicateur 1 : Le Gouvernement adopte une stratégie d'administration de la justice en période de transition.

Niveau de référence : 0

Niveau cible 1 : 1

Indicateur 2 : Consultations publiques sur la stratégie mise en œuvre, menées par le Groupe de travail et intégrant les femmes, les communautés minoritaires et les jeunes

Niveau de référence : 0

Niveau cible 2 : 3

Source des données/fréquence : Réunions du Groupe de travail et des sous-groupes, tous les mois; rapports de réunion du Conseil (deux fois par an); rapports annuels sur le projet

1.8 Renforcement de la capacité des institutions de contrôle, des ministères d'exécution et des autorités locales à lutter contre la corruption

Indicateur 1 : Fréquence des sessions de l'Agence de lutte contre la corruption du Kosovo consacrées aux rapports et tenues devant le Comité sur la législation et le contrôle de l'Agence⁸

Niveau de référence 1 : 1

Niveau cible 1 : 3

Indicateur 2 : Pourcentage d'institutions du niveau central et municipal ayant adopté des plans pour l'intégrité

⁶ Le dernier « Small arms survey » date de 2003.

⁷ Le 4 juin 2012, une décision (décision 03/77) crée un Groupe de travail interministériel au Kosovo chargé des questions relatives au passé et à la réconciliation, dont le principal objectif est de mettre en place une stratégie globale, inclusive et tenant compte des disparités entre les sexes pour régler les questions du passé au Kosovo, ce qui équivaut à une stratégie d'administration de la justice en période de transition⁷. Le Groupe de travail est composé de 16 membres du niveau central et de 8 représentants de la société civile, en outre des membres de la communauté internationale jouent le rôle d'observateurs (ONU-Femmes, HCDH). Le Secrétariat du Groupe de travail est situé au sein du Bureau du Premier Ministre, qui fournit un soutien administratif et logistique au Groupe de travail.

⁸ Le professionnalisme et la responsabilité de l'Assemblée du Kosovo et de l'Agence de lutte contre la corruption du Kosovo seront évalués à l'aide de sessions consacrées aux rapports plus fréquentes.

Niveau de référence 2 : 18 %

Niveau cible 2 : 40 %

Source des données/fréquence : Rapport annuel de l'Assemblée du Kosovo; rapports annuels du Comité

1.9 Amélioration du fonctionnement de l'Assemblée du Kosovo

Indicateur 1 : Mise en œuvre de la stratégie de l'Assemblée du Kosovo⁹

Niveau de référence : 1/5

Niveau cible 1 : 3/5

Indicateur 2 : Nombre de comités parlementaires ayant mis en place une méthodologie pour le contrôle de l'application de la législation

Niveau de référence : 3

Niveau cible 2 : 12

Source des données/fréquence : Rapport annuel de l'Assemblée du Kosovo; rapports annuels du Comité

Priorité du Kosovo (en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement, les objectifs de développement durable ou les autres objectifs de développement adoptés au niveau international) : développement économique, emploi et qualité de vie

Réalisation du plan commun de développement de l'Équipe des Nations Unies au Kosovo faisant intervenir le PNUD :

Réalisation 2.1 : Les politiques et programmes d'éducation et d'emploi permettent un meilleur accès à des possibilités de travail décent pour les jeunes et les femmes.

Réalisation correspondante du plan stratégique (Plan stratégique 2014-2017) :

Réalisation 1 : La croissance et le développement sont inclusifs et durables, générant les capacités de production nécessaires pour créer des emplois et des moyens de subsistance pour les pauvres et les exclus.

Réalisation 2 :	Source des données	Produits	Principaux partenaires	Ressources ordinaires :
Les politiques et les programmes d'éducation et d'emploi permettent un meilleur accès à des possibilités de travail décent pour les jeunes et les femmes.	Rapports du Ministère du travail et de la protection sociale; statistiques sur le marché du travail du Kosovo; rapport d'activité de l'Union européenne	2.1 Mise en œuvre des pactes territoriaux pour l'emploi à l'échelle locale Indicateur 1 : Nombre de pactes territoriaux pour l'emploi mis au point par des groupes d'action municipaux locaux Niveau de référence 1 : 4 Niveau cible 1 : 7	Ministère du commerce et de l'industrie (MTI) Ministère du travail et de la protection sociale (MLSW)	75 000 dollars
Indicateurs (plan stratégique) :	Rapports du Ministère du travail et de la protection sociale (MLSW);	Indicateur 2 : Nombre de femmes et d'hommes bénéficiant de mesures d'émancipation économique prévues dans des pactes territoriaux pour l'emploi Niveau de référence 2 : 800	Ministère de l'agriculture, des ressources forestières et du développement rural	Autres ressources : 20 000 000 dollars

⁹ Dans l'échelle de notation, 1 équivaut à « aucune stratégie » et 4 à « stratégie adoptée et pleinement mise en œuvre ». Ces notes sont attribuées de manière objective en fonction des éléments suivants : a) allocations budgétaires; b) allocation des ressources humaines; et c) rapports périodiques – au minimum une fois par an – présentés devant l'Assemblée et examinés par celle-ci.

2.1 Taux d'emploi (formel et informel), ventilé par secteur, sexe, âge et groupes marginalisés	statistiques sur le marché du travail du Kosovo; rapport d'activité de l'Union européenne	Niveau cible 2 : 1 400 Source des données/fréquence : Rapports de projets, rapports municipaux. Sur une base annuelle	(MAFRD) Ministère de l'éducation, des sciences et des techniques (MEST)
<i>Exprimé localement sous la forme suivante :</i>	Données recueillies sur le Kosovo	2.2 Mise en œuvre de programmes actifs d'emploi pour les jeunes, renforcement des efforts en matière d'élaboration de politiques avec les institutions centrales et du développement des compétences, du travail indépendant et des possibilités d'emploi pour les jeunes des deux sexes	Agence de statistiques du Kosovo
Pourcentage de diminution du taux de chômage dans les municipalités ciblées	Examen des documents de politique; suivi interne; rapports d'activité;	Indicateur 1 : Pourcentage de jeunes (tranche 15-24) au chômage dans toutes les communautés bénéficiant de programmes actifs d'emploi (ventilé par sexe) ¹⁰ Niveau de référence 1 – jeunes hommes : 60 % Niveau de référence 1 – jeunes femmes : 40 %	Agence pour l'emploi
Niveau de référence : taux de chômage 30 % (26 % chez les hommes et 38,8 % chez les femmes)	enquête sur le budget des ménages et statistiques relatives à la protection sociale de l'Agence de statistiques du Kosovo; données administratives MLSW; enquêtes de l'UNICEF et du PNUD	Niveau cible 1 – jeunes hommes : augmentation de 5 % chez les jeunes hommes (tranche 15-24) bénéficiant de programmes actifs d'emploi Niveau cible 1 – jeunes femmes : augmentation de 5 % chez les jeunes femmes et de 5 % chez les jeunes hommes (tranche 15-24) bénéficiant de programmes actifs d'emploi	Municipalités du Kosovo
Niveau cible : diminution de 3 % du taux de chômage en 2017	Rapports officiels du MLSW; du MTI; du MAFRD	Indicateur 2 : Pourcentage de femmes bénéficiant de programmes actifs d'emploi Niveau de référence 2 : 30 %	Chambres de commerce
Sources des données : statistiques sur le marché du travail du Kosovo; institutions du Kosovo	Rapports officiels du MLSW, du MTI, du MAFRD, et du MEST et réseaux du Ministère de la diaspora; municipalités; associations professionnelles; rapports du PNUD; rapports du Service de l'emploi	Niveau cible 2 : Augmentation de 10 % Source des données/fréquence : Rapports officiels du MLSW; rapports d'activité du PNUD. Sur une base annuelle	Coopératives
Autres indicateurs :		2.3 Renforcement par les institutions de commerce des capacités d'élaboration de politiques commerciales visant à améliorer la performance économique à long terme du Kosovo et à promouvoir une croissance inclusive et durable Indicateur 1 : Nombre de documents d'orientation/notes d'information/rapports établis par le personnel du MTI (commerce, industrie et tourisme) Niveau de référence : Niveau limité des capacités du MTI en matière d'analyse et d'établissement de rapports Niveau cible 1 : Établissement par le personnel compétent du MTI (commerce, industrie, tourisme) de 10 documents d'orientation/notes d'information/rapports	Entreprises sociales
2.2 : Nombre de politiques révisées et de nouvelles politiques soutenant les possibilités de travail décent pour les jeunes et les femmes			Réseaux et organisations de la diaspora
Niveau de référence : politique agricole, stratégie 2014-2020 du MLSW, stratégie de développement des petites et moyennes entreprises établi par le MTI			Secteur privé
Niveau cible : élaboration			Municipalités du nord
			Services de l'emploi

¹⁰ Ces mesures sont mises en œuvre dans toutes les municipalités du Kosovo. Les données sont tirées du Système de gestion de l'emploi du Ministère du travail. Le cas échéant, il est possible d'obtenir facilement des données à l'échelle municipale.

de quatre nouvelles politiques et révision de trois politiques existantes afin d'inclure davantage les femmes et les jeunes

2.3 : Nombre de femmes bénéficiant des politiques d'emploi du MTI, du MLSW et du MAFRD

Niveau de référence : 1 376 (30 % du total des bénéficiaires) (MLSW 2014)

Niveau cible : Augmentation d'au moins 50 % (40 % du total des bénéficiaires)

2.4 : Nombre (ventilé par sexe) de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) bénéficiant des politiques d'emploi et d'éducation du MTI, du MLSW, du MEST et du MAFRD

Niveau de référence : 1 353 (29 % du total des bénéficiaires) (32 % de jeunes femmes)

Niveau cible : Augmentation d'au moins 50 % (40 % du total des bénéficiaires) (42 % de jeunes femmes)

Indicateur 2 : Nombre de petites et microentreprises (ventilé par sexe – distinction entre les entreprises dirigées par des femmes et celles dirigées par des hommes) bénéficiant de services consultatifs et d'un programme de soutien des investissements visant à renforcer la compétitivité et à créer des emplois

Niveau de référence 2 : 0

Niveau cible 2 : 160

Source des données/fréquence : Rapports d'activité du PNUD; rapports du MTI. Sur une base annuelle

2.4 Engagement de la part de la diaspora d'accroître sa contribution au développement économique

Indicateur 1 : Nombre de réseaux d'entreprises de la diaspora établis¹¹

Niveau de référence 1 : 17

Niveau cible 1 : 25

Sources des données/fréquence : Rapports, rapports de projets et communiqués du Ministère de la diaspora. Sur une base annuelle

Indicateur 2 : Niveau de capacité des réseaux d'entreprises à gérer le Fonds d'investissement de la diaspora

Niveau de référence 2 : 0/5

Niveau cible 2 : 3/5

Source des données/fréquence : Rapports d'activité; rapports du Fonds d'investissement de la diaspora; articles de presse. Sur une base annuelle

2.5 Création et bon fonctionnement des structures et mécanismes visant à soutenir la réintégration économique et l'emploi des femmes vulnérables, notamment les victimes de violence sexiste ou domestique

Indicateur 1 : Nombre de femmes vulnérables, notamment celles victimes de violence sexiste ou domestique, ayant bénéficié d'un soutien en matière de réintégration économique et d'emploi de la part des structures locales

Niveau de référence 1 : 0

Niveau cible 1 : 250

Source des données : Rapports municipaux; rapports du MLSW; rapports d'activité du programme. Sur une base annuelle

¹¹ Le PNUD facilite le processus en aidant les entreprises à s'organiser et à créer les réseaux.

Priorité du Kosovo (en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement, les objectifs de développement durable ou les autres objectifs de développement adoptés au niveau international) : soins de santé modernes

Réalisation du plan commun de développement de l'équipe des Nations Unies au Kosovo faisant intervenir le PNUD :

Réalisation 3.3 : Davantage de personnes adoptent des comportements sains qui améliorent la résilience face aux menaces potentielles que constituent la pollution, les catastrophes et les changements climatiques.

Réalisation correspondante du plan stratégique (Plan stratégique 2014-2017) :

Réalisation 5 : Les pays sont à même de réduire les risques de conflit et de catastrophe naturelle, notamment ceux liés aux changements climatiques.

Réalisation 3	Source des données	Produits	Partenaires principaux	Ressources ordinaires : 75 000 dollars
<p>Davantage de personnes adoptent des comportements sains qui améliorent la résilience aux menaces potentielles que constituent la pollution, les catastrophes et les changements climatiques.</p>	<p>Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire (MESP); Ministère de l'intérieur</p>	<p>3.1 Amélioration des mécanismes pour la planification basée sur des données factuelles, la mise en œuvre et le suivi des effets de l'environnement sur la santé Indicateur 1 : nombre total de stratégies et programmes inspirés des estimations nationales et infranationales des risques de catastrophes multiples Niveau de référence 1 : 0 Niveau cible 1 : 3 Source des données/fréquence : http://ame.rks-gov.net; http://www.mmph-rks.org/. Deux fois par an</p>	<p>MESP Ministère de l'intérieur Municipalités du Kosovo Agence du Kosovo pour l'efficacité énergétique MEST Société civile</p>	<p>Autres ressources : 10 000 000 dollars</p>
<p>3.1 : Niveau de sensibilisation de l'opinion publique aux risques pour la santé que représente le cadre de vie dans leurs communautés, ventilé par sexe et appartenance ethnique</p> <p>Niveau de référence : 43,01 % de l'opinion publique estime que les conditions ambiantes ne sont pas saines (femmes : 40,78 %, hommes : 45,90 %; Albanais : 42,30 %, Serbes : 63,81 %, autres : 42 %)</p> <p>Niveau cible : augmentation de 15 % du pourcentage de l'opinion publique estimant que les</p>	<p>MESP/Agence du Kosovo pour la protection de l'environnement</p> <p>Rapport Public Pulse du PNUD</p>	<p>Indicateur 2 : Mesure dans laquelle les cadres institutionnels établis permettent la protection, l'utilisation durable et le partage des bénéfices des ressources naturelles, de la biodiversité et des écosystèmes, ainsi que l'accès à ces derniers Niveau de référence 2 : Les directions des parcs du Kosovo ont été mises en place, mais les capacités sont insuffisantes et les directions ne sont pas encore pleinement fonctionnelles. Niveau cible 2 : Mise en place et application de plans de gestion et d'activité pour les parcs du Kosovo Source des données/fréquence : http://www.ammk-rks.net/. Deux fois par an</p> <p>3.2 Renforcement de la préparation aux catastrophes et compréhension par la société civile de la relation qui existe entre changements climatiques et catastrophes Indicateur 1 : nombre d'organisations de la société civile qui mènent des activités de préparation aux catastrophes avec le public¹² Niveau de référence 1 : 1</p>		

¹² Observable par le biais d'activités concrètes telles que des exercices de préparation dans les écoles, des activités de plaidoyer, des campagnes de sensibilisation, etc.

conditions ambiantes ne sont pas saines

3.2 : Niveau de sensibilisation aux risques potentiels de catastrophe et à l'adaptation aux changements climatiques dans des lieux donnés, si possible ventilé par sexe et appartenance ethnique

Niveau de référence : par régions dans lesquelles les catastrophes sont les plus fréquentes : à Mitrovica, 49,42 % des gens estiment que les catastrophes sont un risque probable. À Peja, 67,82 % des gens estiment que les risques de tremblement de terre sont probables. Cette proportion est de 31,2 % à Gjilan.

Niveau cible : augmentation de 15 et 10 %, respectivement, du nombre de répondants vivant dans des régions à haut risque qui estiment probables les risques d'inondation ou de tremblement de terre

Niveau cible 1 : 3

Source des données/fréquence : ame.rks-gov.net; <http://www.redcross-ks.org/new/>. Sur une base annuelle

Indicateur 2 : Niveau de conformité aux normes internationales du matériel pédagogique et du contenu de formation en matière de réduction des risques de catastrophe que le Ministère de l'intérieur, le Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire et les directions des municipalités utilisent pour la protection et le sauvetage

Niveau de référence 2 : Le matériel pédagogique portant sur la réduction des risques de catastrophe est conforme à 25 % aux normes du Secrétariat interinstitutions de la stratégie internationale de prévention des catastrophes (UNISDR) et de l'Union européenne.

Niveau cible 2 : Le matériel pédagogique élaboré et utilisé est conforme à 80 % aux normes de l'UNISDR et de l'UE.

Source des données/fréquence : www.ks.undp.org; <http://ame.rks-gov.net>; évaluation du matériel pédagogique. Deux fois par an

3.3 Renforcement des capacités des institutions du Kosovo à mettre en œuvre des mesures de préparation aux catastrophes et de protection de l'environnement

Indicateur 1 : Nombre de municipalités disposant de plans de préparation aux catastrophes à l'échelle locale

Niveau de référence 1 : 2

Niveau cible 1 : 38

Source des données/fréquence : MEST, Ministère de l'intérieur. Sur une base annuelle

Indicateur 2 : Préparation de plans d'investissement visant à soutenir les projets d'écotourisme

Niveau de référence 2 : 0

Niveau cible 2 : 2

Source des données/fréquence : <http://www.ammk-rks.net/>. Deux fois par an

Indicateur 3 : Nombre de projets municipaux axés sur l'efficacité énergétique mis en place par les institutions du Kosovo en vue de promouvoir les politiques d'énergie durable et de sensibiliser davantage le public, notamment les municipalités et la société civile

Niveau de référence 3 : 1

Niveau cible 3 : 5

Source des données/fréquence : Rapports de projet;
Agence du Kosovo pour l'efficacité énergétique. Sur une
base annuelle

3.4 Établissement d'une coopération transfrontalière sur la gestion intégrée des ressources en eau

Indicateur 1 : Dégagement d'un consensus entre le Kosovo
et les pays limitrophes sur les questions transfrontalières
clefs et les moteurs du changement dans le bassin élargi
du Drin

Niveau de référence 1 : Aucune coopération
transfrontalière sur les questions relatives au bassin du Drin

Niveau cible 1 : Officialisation par les riverains du Drin de
l'accord actualisé énonçant une vision commune, suivie de
l'élaboration et de l'approbation par le Groupe pilote du
Drin et de l'adoption par l'Albanie, le Monténégro et l'ex-
République yougoslave de Macédoine d'un plan d'action
stratégique

Source des données/fréquence : Descriptifs de projet. Deux
fois par an
